

Reportage actu

Dans la peau des réfugiés syriens



Ils ont moins de 20 ans,
et ont manifesté contre le
dictateur Bachar al-Assad.
Pour sauver leur vie, ils ont
fui la Syrie et rejoint le Liban.
Nous les avons rencontrés.



Reportage
de Jérard Bosman-Welzons
(envoyé spécial)

Photos Zahraa Morlada

On compte près de 20 000 réfugiés syriens au Liban. Sur la route qui nous mène à leur rencontre, un panneau plante le décor : « Bienvenue dans la Danniye, terre de paix et de sécurité. » C'est dans cette région, qui s'étend du nord du Liban à la frontière syrienne, que près de 600 familles ont déjà trouvé refuge. Nous nous arrêtons à Assounn, un village reculé.

Dans l'intérieur frais et démeublé d'une petite maison, le temps semble suspendu. Des fils électriques mal raccordés traversent le couloir à hauteur d'homme, les murs

sont écaillés. La terrasse domine l'immense vallée peuplée d'oliviers, de pins et de cèdres. Un homme apporte le thé. Même dans le dénuement le plus extrême, on ne transige pas avec les règles de l'hospitalité. « La jeunesse a pris la révolution en main, car c'est son avenir », affirme Ahmad dans un regard fier et brillant. Il a en tête ces manifestations pacifistes transformées en guerre par la dictature de Bachar al-Assad. « Lorsqu'on portait défilé al-Assad, on savait qu'on ne reviendrait peut-être jamais », résume son neveu Bilal, 19 ans.

Avec ses amis, il a ainsi participé à des manifestations, transmis des informations à des aînés insurgés – mais pas utilisé d'armes, il dit être trop jeune. De telles actions, qui sembleraient anodines ici, ne se font pas sans risque dans la Syrie de Bachar al-Assad. « Un jour, se rappelle Bilal, un opposant a été tué, pas loin de chez moi. Le lendemain, sa famille a voulu se venger. Je parlais au travail et les tirs ont commencé à ce moment-là. Trente personnes ont été tuées. Je suis un des deux seuls survivants. »



Détente

Bilal et son frère s'appuient sur un mur du village d'Assounn, dans le Nord du Liban, où ils respirent enfin après avoir fui la Syrie.



Attente

Souvent sans travail, les réfugiés passent leurs journées à attendre...

Bilal a reçu une balle dans le flanc, ressortie de l'autre côté. « On ne ressent rien pendant les cinq premières minutes, car c'est encore chaud. Après,

la douleur devient insupportable. Je me dévorais les ongles et les doigts tellement j'avais mal. Mon ami a essayé de me secourir, mais les snipers le visaient. J'ai dû me lever et courir comme j'ai pu pour me mettre à l'abri. Au bout d'un quart d'heure, l'Armée syrienne libre (anti-Assad, ndr) m'a secouru. J'ai été opéré rapidement, mais la blessure s'est ouverte à l'intérieur. J'ai besoin d'une autre opération. »

La peur de la mort, ces adolescents disent ne pas la connaître. « Je n'ai pas peur, je ne crains que Dieu », affirme Walid les yeux dans

les yeux. Lové dans les bras de sa mère, ce garçon de 12 ans pleure en silence. Quelques mois plus tôt, il allait lui aussi « défier » al-Assad : « On s'échappait de la maison en sautant le mur du jardin car nos mères nous interdisaient de partir. On arrivait à rassembler assez d'argent pour acheter de l'essence et brûler des pneus de voitures. »

Une vraie prise de risque car Walid est sunnite, la confession majoritaire de l'islam dans le monde et en Syrie (lire Phosphore n° 372).

"Souvent, l'armée se vengeait"

la terreur dans les villages. Les habitants sont entrés dans l'opposition lorsque les massacres se sont accentués. Ils disent avoir découvert « le vrai visage d'al-Assad. Il a commis trop de crimes, nous ne voulons plus de lui. »

« Nuit et jour, les soldats d'al-Assad tirent en l'air, sur des chats, des poubelles. Le but est de terroriser. Les miliciens rentrent... »



Peur

Certains jeunes ont laissé de la famille en Syrie, et préfèrent se cacher par peur des représailles.

Reportage actu



Refuge

Fatme a 16 ans. Avec son bébé, elle a fui la Syrie, après l'assassinat de son jeune mari en pleine rue par un sniper.



Espoir

Fatme s'accroche à l'amour de sa fille.

Abri

Dans ce grenier, en haut d'une petite boutique, une douzaine de jeunes réfugiés dorment chaque nuit.



dans les habitations, pillent, et violent les femmes», racontent les cinq cousins, qui ont alors décidé de fuir. L'exode, des milliers de familles l'ont vécu. À pied, en bus, en taxi, caché ou non, de nuit ou en plein jour. Traverser la frontière peut coûter jusqu'à plusieurs milliers de dollars, et reste périlleux car elle est minée et très surveillée par les nombreux chars du régime.

En parvenant à leur hauteur, Walid et sa famille se sont d'ailleurs fait contrôler. Les soldats ont refusé de les laisser passer. Le stress accumulé a alors envahi

"Des snipers nous guettaient"

Walid: crise d'épilepsie. Devant le malaise de l'enfant, les militaires ont fini par céder et laisser la famille passer au Liban. Depuis, les crises de Walid n'ont pas cessé.

Sur les coussins du salon, nous apercevons Fatme, 16 ans. Elle est agenouillée. Dans ses bras, son bébé gigote. Il boit au goulot de la bouteille d'eau. «Un matin, mon mari est parti au travail, raconte calmement la jeune maman, en caressant la tête de son enfant. Il était neutre, et n'avait jamais pris part aux manifestations.



Jeu

Du haut de ses 12 ans, Walid a brûlé des pneus de voitures lors de manifestations. Aujourd'hui, il s'amuse.

Un sniper était posté sur le chemin, il l'a tué sans avertissement. Je n'ai jamais pu récupérer son corps.» Fatme ajoute

froidement: «Que Dieu se venge de Bachar qui m'a arraché le père que ma fille ne connaîtra jamais.»

Remplis de colère ou de dépit devant tant de sang versé, ces jeunes sont aujourd'hui désœuvrés. Certains trouvent du travail comme peintre, pâtissier, menuisier ou serveur. Mais ils sont la proie de patrons libanais malveillants, qui profitent de leur misère. Bilal tente de garder le contact avec ceux qui sont restés en Syrie. «On a reçu un appel de nos amis hier. Il n'y a plus personne dans notre village, et notre maison a été entièrement brûlée», dit-il. Tous sont unanimes: «Tant que Bachar est au pouvoir, il n'y a pas de retour possible en Syrie.» ■

Gagne-pain

Avec son travail de serveur, Khaled gagne l'équivalent de 8 euros par jour. «Largement suffisant», dit-il.



Pourquoi n'y a-t-il pas d'intervention militaire?



Parce que la Russie s'y oppose

Pour chasser le dictateur Mouammar Kadhafi de Libye, la France était intervenue militairement aux côtés de la Grande-Bretagne. Pourquoi pas en Syrie, où Bachar al-Assad dirige aussi son pays d'une main de fer, et où la jeunesse aspire à la liberté, coincée dans un pays très fermé, avec un chômage de masse? La première explication, c'est le veto russe (et chinois) au Conseil de sécurité de l'ONU. En votant «non», la Russie empêche une intervention collective, au nom du droit international. Ce pays est l'allié historique de la Syrie dont elle est le premier fournisseur d'armes. La base navale russe dans le port syrien de Tartous accueille deux navires de guerre envoyés par Moscou.

Parce que cela coûte cher

Si les États-Unis et la France se retirent d'Irak ou d'Afghanistan, ce n'est pas pour repartir dans un nouveau conflit. La première guerre a duré près de dix ans et coûté 800 milliards de dollars. La seconde dure depuis encore plus longtemps, coûte encore plus cher et n'est pas encore finie. En temps de crise économique, les pays occidentaux hésitent à alourdir davantage leur dette pour financer une guerre qui, même si elle semble juste au départ, peut vite se révéler impopulaire. C'est d'ailleurs pour cela que Barack Obama ne prendra jamais la décision d'intervenir avant les élections américaines de novembre.

Parce que c'est risqué

En Libye, pays quasi désertique, la France pouvait effectuer des bombardements aériens sans se tromper de cible; en Syrie, où la densité urbaine et humaine est plus importante, comment faire la différence, dans des villes comme Damas ou Homs, entre des insurgés et l'armée régulière? Ce serait un bain de sang. Par ailleurs, intervenir dans une guerre civile est généralement très meurtrier. En Syrie, cela peut surtout signifier l'embrasement total d'une région très instable (Liban, Israël, Iran, Irak). Des solutions concrètes ont pourtant été envisagées: corridor humanitaire pour protéger les civils, approvisionnement en armes des rebelles, plan de paix proposé par l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan... Mais pour l'instant, c'est le blocage à tous les niveaux. D'autant qu'un attentat suicide, commis le 18 juillet, a coûté la vie au ministre de la Défense et blessé plusieurs hauts responsables, embrasant encore la situation.